

LIONEL ASTRUC

(R)ÉVOLUTIONS

POUR UNE POLITIQUE EN ACTES

AVEC : PHILIPPE DESBROSSES, DOMINIQUE GAUZIN-MÜLLER, THIERRY JANSSEN, BERNARD LIETAER,
GUNTER PAULI, THIERRY SALOMON, GILLES-ÉRIC SÉRALINI...

PRÉFACE DE PATRICK VIVERET
POSTFACE DE PIERRE RABHI



DOMAINE DU POSSIBLE
ACTES SUD

Extrait de la publication

LE POINT DE VUE DES ÉDITEURS

Un grand mouvement social bouleverse en silence nos territoires, hors du champ des caméras, à l'échelon local. Des quartiers, des communes, des départements, des organisations, marchandes ou non, et des citoyens accomplissent, sans roulements de tambour ni renversements spectaculaires, les révolutions écologiques et sociales attendues et espérées en ces temps de crise politique et économique.

(R)évolutions. Pour une politique en actes pourrait être qualifié de programme politique de demain. Cet ouvrage met en lumière des solutions qui ont fait leurs preuves, à petite comme à grande échelle, dans la plupart des domaines de la société, depuis l'agriculture jusqu'à la justice en passant par la finance, l'industrie, la santé, l'énergie, l'architecture, la communication ou encore l'emploi.

Pour chacune des treize thématiques traitées, une personnalité "experte" ayant développé une vision du sujet propose des voies de transition concrètes, ainsi que les moyens à disposition de tous, citoyens, élus ou entrepreneurs, pour les mettre en action.

Avec : Jean-Marc Borello, Philippe Desbrosses, Isabelle Desplats, Jean-Baptiste de Foucauld, Dominique Gauzin-Müller, Thierry Janssen, Bernard Lietaer, Gunter Pauli, Isabelle Peloux, Philippe Pointereau, Thierry Salomon, Gilles-Eric Séralini, Pierre Rabhi, Dominique Rousseau, Laurent Terrisse, Patrick Viveret.

Coordination éditoriale réalisée
par Cyril Dion pour Colibris

Dessin de couverture : © David Dellas, 2011

© Actes Sud, 2012
ISBN 978-2-330-00794-2
www.actes-sud.fr

DOMAINE DU POSSIBLE

La crise profonde que connaissent nos sociétés est patente. Dérèglement écologique, exclusion sociale, exploitation sans limites des ressources naturelles, recherche acharnée et déshumanisante du profit, creusement des inégalités sont au cœur des problématiques contemporaines.

Or, partout dans le monde, des hommes et des femmes s'organisent autour d'initiatives originales et innovantes, en vue d'apporter des perspectives nouvelles pour l'avenir. Des solutions existent, des propositions inédites voient le jour aux quatre coins de la planète, souvent à une petite échelle, mais toujours dans le but d'initier un véritable mouvement de transformation des sociétés.

LIONEL ASTRUC

AVEC

JEAN-MARC BORELLO, PHILIPPE DESBROSSES, ISABELLE DESPLATS,
JEAN-BAPTISTE DE FOUCAULD, DOMINIQUE GAUZIN-MÜLLER,
THIERRY JANSSEN, BERNARD LIETAER, GUNTER PAULI, ISABELLE PELOUX,
PHILIPPE POINTEREAU, THIERRY SALOMON, GILLES-ÉRIC SÉRALINI,
PIERRE RABHI, DOMINIQUE ROUSSEAU, LAURENT TERRISSE, PATRICK VIVERET

(R)ÉVOLUTIONS

POUR UNE POLITIQUE EN ACTES

PRÉFACE DE PATRICK VIVERET
POSTFACE DE PIERRE RABHI

DOMAINE DU POSSIBLE
ACTES SUD

A Nina Gaspard et Romy.

PRÉFACE DE PATRICK VIVERET

**POURQUOI
EN SOMMES-NOUS
ARRIVÉS LÀ ?**

Ce que nous avons coutume d'appeler la "crise actuelle" n'est pas, selon moi, pas un phénomène passager à l'image d'un ouragan qui viendrait s'abattre sur nous.

Les symptômes auxquels nous assistons sont les facettes écologique, sociale, financière et même politique d'un seul phénomène : l'association dans nos sociétés, entre le mal-être et la démesure.

A une échelle individuelle, ce cocktail est clairement identifié dans des troubles comme la boulimie, l'alcoolisme ou la toxicomanie, où l'incapacité pathologique à se fixer des limites est toujours le symptôme d'un mal-être. Nous retrouvons également mal-être et démesure dans des comportements du quotidien, comme l'hyperconsommation et le surendettement des ménages (le fait de compenser une forme de mal de vivre par l'achat compulsif, au-delà de ses moyens financiers réels), au travail où un nombre grandissant de personnes sont amenées à accepter des responsabilités et des délais outrepassant les limites physiques et psychologiques de leur fonctionnement traditionnel. Les récentes vagues de suicides dans les grandes entreprises, le taux de dépression (19 % des Français ont vécu ou vivront une dépression au cours de leur vie) et le recours massif aux psychotropes (la France en est le deuxième utilisateur au monde) sont autant de signes que cette logique est à l'œuvre dans nos vies ou dans celles de nos proches.

Selon moi, il en va de même à un niveau plus "macro". L'étude de cette relation entre mal-être et démesure, et de leur antidote la "sobriété heureuse", est la clé de ce qu'Edgar Morin appelle la métamorphose de nos sociétés.

Une société de la démesure

La démesure est évidemment spectaculaire dans le secteur de la finance. Lorsque Bernard Lietaer nous dit que près de 97 % des transactions

financières quotidiennes ne correspondent pas à des biens et services réels, nous sommes dans la démesure.

Mais c'est également vrai de la facette écologique de la crise. Le fait qu'en quelques générations seulement, nous ayons été capables de gaspiller des ressources fossiles comme le pétrole que la nature a mis des millions d'années à accumuler, est particulièrement édifiant. Le dégagement excessif de gaz à effet de serre par l'hyperproductivisme, les attaques majeures à la biodiversité qui font qu'à terme nous pourrions risquer une sixième grande extinction des espèces le sont tout autant.

Ces excès traduisent en réalité notre rapport guerrier et prédateur à la nature, qui n'est finalement que l'autre face de notre rapport guerrier à autrui et à nous-mêmes. C'est pour cette raison que nous allons retrouver la même absence de limites dans la facette sociale de la crise actuelle. Quand la fortune personnelle de deux cent vingt-cinq personnes, selon les chiffres des Nations unies, est égale aux revenus cumulés de 2,5 milliards d'êtres humains, c'est toujours de la démesure. Quand les plus grandes fortunes personnelles de France représentent plusieurs dizaines de milliers de fois un SMIC et plus encore de minima sociaux, on est toujours dans le même phénomène.

Enfin, nous pouvons être témoins de la démesure sur le plan politique, celui du rapport au pouvoir. La constitution des empires politiques, financiers ou religieux, l'ensemble des despotismes en sont autant de manifestations. L'effondrement de l'empire soviétique, il y a vingt ans, ou celui des régimes despotiques arabes plus récemment, est à analyser dans la même catégorie que l'effondrement actuel de ce que l'on pourrait appeler l'ultracapitalisme ou l'hypercapitalisme. La chute de ces régimes manifeste que l'abus de pouvoir sous toutes ses formes finit par conduire, lui aussi, à des situations aussi insoutenables que la démesure dans la captation de la richesse. Et ce qui

caractérise l'exigence démocratique, c'est précisément celle d'un équilibre, d'un contrôle et d'une séparation des pouvoirs.

Il est donc très important d'identifier la démesure comme dénominateur commun à tous les champs de la société et de ne pas imaginer que nous pouvons résoudre les problèmes d'une façon cloisonnée. Lors de la crise financière de 2008, nous avons traité le symptôme sans nous attaquer à sa cause. Cette fuite en avant a préparé les conditions d'une fuite en arrière dans d'autres domaines : au nom du fait qu'il fallait sauver le système bancaire, on prétend aujourd'hui que les caisses de l'Etat sont vides et qu'on ne peut faire les investissements écologiques et sociaux nécessaires.

Il nous faut donc bien comprendre ces liens qui rendent la crise systémique et traiter de façon globale notre relation à la démesure. Et comme derrière elle se cache immanquablement du mal-être et du mal de vivre, nous allons devoir jouer sur les deux termes du couple.

Mal-être et mal de vivre

L'une des premières manifestations de ce mal de vivre à l'échelle sociale, est évidemment le dysfonctionnement des marchés financiers. Lorsque le *Wall Street Journal*, dans un éditorial, écrit textuellement : "Wall Street ne connaît que deux sentiments : l'euphorie et la panique", nous sommes face à un symptôme qu'en terme médical on appelle psychose maniaco-dépressive. Or, ce type de pathologie entraîne en général un rapport à l'argent complètement déconnecté de toute réalité. C'est d'ailleurs l'une des raisons majeures pour lesquelles on propose des mises sous tutelle ou sous curatelle.

Aujourd'hui, nous pouvons considérer qu'il s'agit d'une question légitime à se poser à l'égard des acteurs des marchés financiers, pour des raisons qu'on pourrait qualifier de santé publique. Ces hommes et ces femmes sont soumis à un stress considérable, encore aggravé

par l'automatisation des transactions. Aux Etats-Unis, près de 70 % d'entre elles sont faites par des robots, et plus de 50 % en Europe. Evidemment, tout ceci est dissimulé derrière une novlangue sophistiquée car si nous disions aux gens : "Pour rassurer les marchés, il faut rassurer les robots", l'absurdité éclaterait immédiatement. On va donc simplement dire qu'il s'agit de *high trading*. Mais ce qui se cache réellement derrière ce jargonage, ce sont des machines capables d'effectuer plusieurs centaines d'opérations à la seconde. Ce qui fait tendre la capacité des êtres humains à intervenir dans ce système, vers zéro...

La fonction légitime des bourses et des marchés financiers – investir pour l'avenir – suppose du temps et une capacité de discernement. Lorsqu'on est dans une situation où on fonctionne à la fraction de seconde et où les humains qui interviennent, de moins en moins nombreux, sont eux-mêmes saisis par une pathologie de type psychose maniaco-dépressive, on comprend bien que l'économie financière est aujourd'hui une économie du mal-être par excellence. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la plupart des gens qui interviennent sur les marchés financiers, notamment les traders, sont eux-mêmes toxicomanes.

En 1998, les rapports mondiaux sur le développement humain avaient mis en évidence un autre symptôme de mal-être très significatif. Ils montraient que des budgets tels que l'armement, les dépenses annuelles de stupéfiants et la publicité représentaient chaque année un multiple considérable des sommes qui seraient nécessaires pour traiter les questions les plus vitales de l'humanité : l'accès pour l'ensemble des êtres humains à l'eau potable, aux soins de base, à un logement décent, la lutte contre la famine et la malnutrition... Les chiffres de l'époque mériteraient d'être actualisés, mais nous savons avec certitude que la tendance reste inchangée. Il y a treize ans déjà, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) disait devoir trouver 40 milliards de dollars de plus que les budgets déjà

alloués pour répondre à ces besoins primordiaux. On prétendait ne pas pouvoir le faire alors que, dans le même temps, dix fois plus, soit 400 milliards de dollars annuels, étaient réunis par des entreprises privées pour de simples dépenses publicitaires. Aujourd'hui ce budget est d'environ 1 400 milliards. Celui des dépenses d'armement s'élevait quant à lui à 1 600 milliards en 2010. Nous avons moins de visibilité sur les dépenses liées à la drogue et aux stupéfiants à cause de l'économie souterraine, mais nous savons avec certitude qu'elles représentent au moins dix fois le budget nécessaire au PNUD.

Lorsqu'on regarde à quoi correspondent ces différents engagements financiers, on peut raisonnablement dire qu'ils sont là pour gérer du mal-être, de la maltraitance et du mal de vivre. Les 5 millions de toxicomanes utilisateurs de drogues dures aux États-Unis sont un des indices majeurs du problème de santé de la société américaine. Les budgets d'armement, pour l'essentiel, ne sont pas mis au service de la protection des individus là où le besoin se fait réellement sentir, mais à celui de la maltraitance, de la domination et de la peur. Quant à la publicité, elle nous promet en permanence ce que nos modes d'organisation actuels nous interdisent de vivre : de la beauté, au moment où nous expérimentons la destruction écologique ; de l'amour, de l'amitié ou de la paix, lorsque nos sociétés sont organisées autour de la rivalité et des logiques guerrières ; de la sérénité et de l'authenticité, alors que nous connaissons la destruction progressive des différentes formes de vie intérieure.

Nous sommes donc bien là dans ce que l'on peut appeler les coûts du mal-être et du mal de vivre. Et l'on peut écrire ce mot "coups" à la fois "coûts" au sens des externalités négatives, dont parlent les économistes, mais aussi "coups" au sens des coups de la maltraitance.

La sobriété heureuse

Une fois que nous avons bien vu le caractère systémique du couple formé par la démesure et le mal de vivre, il devient évident que le couple inverse, positif, consiste à associer la sobriété, la simplicité, la frugalité (on peut utiliser différents termes mais qui disent fondamentalement la nécessité d'acceptation des limites) et la qualité de vie. Car on ne peut accepter ces limites sans travailler sur la question de la joie de vivre.

Le mal de vivre déclenche des réactions compensatoires qui s'expriment par le cocktail peur/ domination/ captation. Les stratégies transformatrices sont donc nécessairement des stratégies où les acteurs sont prêts à travailler sur eux-mêmes. C'est ce que le Forum social mondial de Porto Alegre avait caractérisé comme l'axe "TPTS" : Transformation personnelle et Transformation sociale, en refusant d'opposer ces deux dynamiques et en les considérant comme complémentaires. Nous avons donc besoin de connaître un changement dans nos rapports au pouvoir, à la richesse, au sens, mais plus fondamentalement des changements de posture de vie. C'est la fameuse phrase de Gandhi : "Soyons le changement que nous voulons pour le monde."

Alors, l'entraide pour la joie de vivre, pour le bien-vivre, devient en soi l'élément moteur d'une énergie renouvelable mais dont la caractéristique est de ne pas susciter elle-même la contre-productivité de la dominance ou de la domination. Le changement est tout à la fois d'ordre sociétal et d'ordre personnel.

Allier les acquis de la tradition et de la modernité

Cette vision du changement nous permet de travailler sur un axe essentiel aussi bien à l'échelle planétaire qu'à l'échelle de nos quartiers : l'ouverture d'un dialogue de civilisation et de culture entre l'héritage des sociétés traditionnelles et celui issu de la modernité.

Dans ce dialogue, je pense que nous avons une sorte de double tri sélectif à opérer.

Il y a évidemment dans la modernité, et Pierre Rabhi insiste à juste titre sur ces aspects, des éléments de contre-productivité qui sont considérables. La chosification en est un élément central : chosification du rapport à la nature, du rapport au vivant qui conduit à la chosification des vivants eux-mêmes. La solution finale en est un exemple particulièrement barbare, mais toutes les formes d'impérialisme, de domination, d'exploitation, sont liées à ce phénomène. Pour moi, il s'agit véritablement de la face d'ombre de la modernité.

Mais il ne faut pas oublier que dans la modernité il y a aussi une face de lumière. Historiquement, elle s'est constituée dans des sociétés où l'état de dépendance, notamment par rapport à des religions despotiques, voire totalitaires, était extrêmement important. Elle a permis l'émergence de la liberté de conscience, de l'individuation, qui ne se réduit pas à l'individualisme, mais aussi de la capacité à penser l'avenir et pas simplement à considérer que seul le passé est une référence. Enfin, elle est à l'origine de la logique des droits humains et, dans ces droits humains, un curseur fondamental qui est le droit des femmes.

Construire la résilience

Il faut bien voir que, dans le chemin à construire vers des sociétés du bien-vivre, il va nous falloir affronter de nombreux chocs traumatiques. Que nous avons d'ailleurs commencé à vivre. Les conséquences de notre irresponsabilité et de notre aveuglement conduisent à une telle insoutenabilité du système dominant qu'il se produit des ruptures majeures, écologiques et sociales. Nous allons très probablement connaître dans les mois qui viennent une rupture financière plus grave que celle de 2008.

Il est donc important de rajouter, aux deux mots-clés métamorphose et transition, celui de résilience.

Ce terme utilisé par Boris Cyrulnik pour caractériser la capacité d'un individu à retrouver de la force de vie, y compris après des chocs traumatiques importants, peut nous être très utile sur le plan sociétal. Car la question de la résilience de nos sociétés va être de plus en plus cruciale face à ces ruptures.

Entre une catastrophe qui a été pensée, préparée, qui est gérée dans la solidarité et qui génère au total de l'espérance, et une catastrophe que nous avons niée jusqu'au bout et qui génère de la panique, de la violence et du désespoir, il y a une différence fondamentale.

Le plus simple dans les sociétés humaines est la reconstruction matérielle. Quand on voit la rapidité avec laquelle des pays comme le Japon et l'Allemagne, les deux vaincus de la dernière guerre mondiale, ont été capables, non seulement de se reconstruire, mais d'être en tête de la croissance économique internationale, on voit bien que ce n'est pas le problème. Le plus difficile est l'alternative à la panique et au désespoir. Comment construire de la solidarité, de l'espérance y compris face à des chocs traumatiques importants. En l'espèce, nous avons quelques leçons à tirer de la capacité de résilience de la société japonaise. Si ce pays, face à la triple catastrophe du tsunami, du tremblement de terre et de l'accident nucléaire, avait réagi par le modèle officiel de l'individualisme compétitif, il serait dans un état de chaos et de panique invraisemblable. Nous assisterions aux émeutes londoniennes ou françaises tous les jours. Le fait que, pour l'essentiel, il ait été capable de réagir par la civilité, la solidarité et la sérénité, est un exemple de résilience.

Toutes les approches proposées par des acteurs comme les villes en transition, les villes lentes, les AMAP et circuits courts, les monnaies complémentaires, toutes les initiatives qui sont évoquées dans

ce livre, ont comme caractéristiques de s’inscrire dans cette métamorphose, mais également de nous donner les moyens de faire face à des chocs majeurs. C’est la fameuse question du jour d’après.

Il nous faut être prêts pour ce type de situation. Et dire cela n’est pas prôner la politique du pire en disant “levez-vous orages désirés”, attendons la catastrophe pour mieux changer les choses. C’est prendre ces risques de chocs traumatiques suffisamment au sérieux. A chaque fois que l’on se pose la question de la résilience, on voit bien que ce qu’il faudrait faire après une catastrophe, pour reconstituer de la force de vie, de l’espérance, du lien social, de la sobriété, du mieux-vivre, c’est précisément ce qu’il aurait fallu faire avant pour l’éviter.

J’ai fait un “REV”

Ce triptyque constitué par la résilience, la transition et la métamorphose est, je crois, à mettre en résonance avec celui que l’économie sociale et solidaire a mis en évidence lors de ses états généraux : celui du REV (les Etats généraux de l’économie sociale et solidaire sont un vaste mouvement d’élaboration et de synthèse de propositions, d’expérimentations, mais aussi d’objets de résistance, qui s’est manifesté par la formalisation de “cahiers d’espérance”. Ceux-ci ont été présentés en juin 2011 dans une grande rencontre nationale à Paris). Le R de la résistance créatrice, qui n’est pas de la révolte désespérée ; le V de la vision transformatrice qui vient débloquent l’imaginaire : “Un autre monde est possible” ; et le E de l’expérimentation qui est anticipatrice, et qui dit en substance : nous n’attendons pas les réformes structurelles pour aller le plus loin possible dans de nouvelles façons de vivre, de nous organiser, de produire, de faire société.

Tous les textes de ce livre, on le sent bien, ont cette vertu d’être sur les trois dimensions. Ils sont animés par une vision transformatrice qui ouvre les imaginaires sur des questions concrètes : la ville,

l'agriculture, l'emploi... Pour autant, ils n'attendent pas que cette vision soit réalisée pour dire qu'il nous faut lutter contre l'inacceptable du système dominant actuel et qu'il est possible d'aller beaucoup plus loin que nous le croyons dans la créativité de ces expérimentations. Nous pouvons dès aujourd'hui construire ces oasis dont parle Pierre Rabhi et qui, le jour venu, en situation de bouleversement majeur, seront en mesure d'indiquer une voie alternative au chaos, au sauve-qui-peut, aux logiques de violence, et de construire des formes de vivre ensemble qui soient en cohérence avec le projet de société du bien-vivre.

